

**Nations unies - Libye - Intervention  
du représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 21 mai 2018)

Madame la Présidente,

Je remercie le Représentant spécial Ghassan Salamé pour son exposé et salue à nouveau ses efforts continus pour faire avancer la transition politique en Libye. Je voudrais lui réitérer ici, au nom de la France, notre plein et entier soutien. Je remercie aussi le représentant de la Suède pour son exposé sur les travaux du comité de sanctions.

Madame la Présidente,

1/ Mon premier point concerne la stabilisation politique et la réconciliation en Libye. Comme il nous l'a exposé, le représentant spécial poursuit ses consultations à travers tout le pays, dans le cadre du processus de conférence nationale, afin de favoriser la réconciliation et de réunir les conditions nécessaires aux élections.

Nous avons suivi avec grand intérêt les consultations populaires dans plus d'une vingtaine de villes libyennes ainsi que les différents canaux de dialogue politiques et militaires qui émergent et que le Représentant spécial s'emploie à faire converger. Nous saluons ce travail complexe et sans relâche entrepris aux quatre coins du pays et qui permet de consulter les Libyens sur leurs aspirations pour l'avenir du pays. C'est un travail essentiel pour atténuer les tensions et parvenir à une solution politique inclusive, sur la base de l'accord de Skhirat.

Un consensus a émergé en Libye sur la nécessité de renouer le fil de la transition démocratique, par des élections. Ces élections sont la clé en effet pour créer une dynamique positive en Libye. L'engouement populaire qu'a révélé l'enregistrement sur les listes électorales, avec près de 2,5 millions d'inscrits, est un signe positif. La conduite d'élections générales, libres, crédibles, transparentes et démocratiques en 2018 exige la mise en place d'un environnement politique et de sécurité adéquat et l'engagement des composantes de la société à respecter les résultats. La tenue sans encombre des premières élections municipales à Zawiya le 12 mai, avec un bon taux de participation (62%), est encourageante.

Le statu quo n'est pas acceptable et il appartient désormais aux acteurs politiques libyens de respecter la volonté populaire qui est favorable aux élections.

2/ Mon deuxième point concerne l'évolution de la situation sécuritaire et du terrorisme, qui

reste une menace réelle en Libye.

Nous le savons, les obstacles sécuritaires demeurent nombreux et la situation sur le terrain reste très volatile, comme l'a montré l'attaque perpétrée le 2 mai contre le siège de la Haute commission électorale libyenne à Tripoli, que nous avons fermement condamnée. La situation reste tendue à Sebha, marquée par des affrontements entre Toubous et Ouled Suleiman. S'agissant de la situation à Derna, il est indispensable de protéger la population civile. La France condamne l'ensemble des actes terroristes en Libye, qui visent à déstabiliser le pays, et invite les Libyens à s'unir contre ce fléau. Nous devons favoriser le dialogue entre les forces armées afin de les unifier sous l'autorité civile. Je tiens à saluer les efforts du Caire sur ce sujet, en soutien à la médiation du RSSGNU.

Madame la Présidente,

Seule une solution politique inclusive permettra de vaincre le terrorisme et d'assurer une sécurité durable. Une telle solution doit comprendre notamment la réconciliation nationale, l'unification des institutions et le renforcement de l'Etat, qui doit être capable de contrôler l'intégralité de son territoire

3/ Mon troisième point concerne l'économie de prédation qui reste le cancer du pays et le ronge de l'intérieur, continuant d'alimenter de nombreux acteurs et nourrissant l'instabilité.

Les divers trafics qui pullulent en Libye alimentent l'économie de prédation qui favorise le statu quo et fragilise l'Etat. Il nous faut collectivement réfléchir aux actions permettant d'enrayer ce cercle vicieux de façon durable. Pour l'heure, notre action passe notamment par l'opération européenne EUNAVFOR Med Sophia, qui vise à lutter contre le trafic de migrants et les violations à l'embargo sur les armes, mais également par l'action du Conseil de sécurité dans la lutte contre les exportations illicites de pétrole brut et raffiné et le trafic d'armes. Il est aussi primordial que les institutions économiques et financières libyennes, en particulier la Banque centrale et la National Oil Corporation, soient préservées et la gouvernance de la Banque centrale clarifiée. Nous resterons mobilisés au sein de ce Conseil pour étudier l'ensemble des moyens à notre disposition afin de faire cesser ces circuits illégaux et le détournement des richesses du pays qui en résulte.

4/ Ceci me conduit à mon dernier point, qui concerne la situation des migrants qui transitent par la Libye.

La position de la France est claire. Nous estimons que les individus responsables de la traite d'êtres humains et de trafics de migrants doivent faire l'objet de sanctions, dans le cadre du régime onusien existant. Dans cet esprit, la France a travaillé, avec ses partenaires européens et américains et avec l'appui du gouvernement libyen, à l'adoption de sanctions contre des trafiquants de migrants au Conseil de sécurité. Nous espérons pouvoir rapidement trouver un consensus et faire adopter cette liste par le comité de sanctions. Face à des actes qui sont à la fois révoltants et profondément déstabilisateurs pour le pays et pour la région, nous devons nous unir. J'appelle donc ici tous les membres du Conseil de sécurité à prendre leurs responsabilités sur ce point essentiel, qui est une priorité pour la France.

Je salue aussi les avancées de la "task-force" entre l'ONU, l'UE et l'UA, qui se réunit régulièrement et progresse dans la mise en oeuvre de la feuille de route agréée à Abidjan. Nous poursuivons également notre dialogue avec les autorités libyennes pour faciliter les retours volontaires assistés et encadrés par l'OIM et améliorer la coopération avec le HCR.

Je vous remercie./.